Revue d'histoire du XIXe siècle

Société d'histoire de la révolution de 1848 et des
révolutions du XIXe siècle

43 | 2011

L'ordre électoral : savoirs et pratiques

Introduction

Christophe Voilliot

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/rh19/4148>

DOI : 10.4000/rh19.4148

ISSN : 1777-5329

Éditeur

La Société de 1848

Édition imprimée

Date de publication : 13 novembre 2011

Pagination : 7-13

ISSN : 1265-1354

Référence électronique

Christophe Voilliot, « Introduction », *Revue d'histoire du XIXe siècle* [En ligne], 43 | 2011, mis en ligne le 13 juillet 2012, consulté le 22 septembre 2020. URL : <http://journals.openedition.org/rh19/4148> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/rh19.4148>

Ce document a été généré automatiquement le 22 septembre 2020.

Tous droits réservés

Introduction

Christophe Voilliot

- ¹ La généralisation des procédures électorales pour désigner les détenteurs des positions de pouvoir offre à l'observateur contemporain de multiples occasions d'éprouver l'efficacité pratique de tels dispositifs. Toutefois, même lorsqu'elle concerne d'autres espaces sociaux que le champ politique¹, l'opération électorale nous est devenue à ce point familière que cette proximité pratique représente à elle seule un obstacle épistémologique, au sens bachelardien du terme, pour le chercheur. Cette situation peut sembler *a priori* commune à l'histoire et à la science politique. Souvenons néanmoins que, dans des temps pas si éloignés, régnait encore une assez stricte division du travail entre ces deux disciplines. Pour s'en convaincre, il suffit de consulter le sommaire de l'ouvrage dirigé par Daniel Gaxie, *Explication du vote*, paru en 1985². Les chapitres concernant les élections sous l'Ancien régime et celles du premier XIX^e siècle avaient été confiés à des historiens³, le reste – si j'ose dire – étant pris en charge par des politistes. Cette barrière symbolique a aujourd'hui en grande partie disparu : de nombreux politistes, suivant en cela les injonctions d'Alain Garrigou⁴, ont découvert les charmes de l'enquête dans les archives⁵. Ce (sur)saut chronologique a assurément favorisé les rencontres entre les spécialistes des deux disciplines même si des différences demeurent, principalement dans les échelles d'analyse. De manière générale, rares sont aujourd'hui les travaux de science politique « dix-neuviémistes » consacrés à des études à caractère régional ou aux élections dites « locales »⁶. Inversement, et dans le prolongement d'une historiographie qui a souligné la diversité des situations départementales ou régionales⁷, les travaux des historiens continuent à mettre en évidence et à inventorier de nouvelles configurations électorales⁸. Face à ces travaux sur les pratiques électorales qui inscrivent l'étude des élections dans une perspective assez large d'histoire sociale ou de sociologie historique, il n'apparaît guère pertinent de continuer à dissenter sans fin sur les résultats issus des urnes et sur les motivations des électeurs, ce à quoi se consacre une bonne partie de la science politique *main stream* et l'histoire politique la plus conventionnelle. On s'accordera donc ici sur l'inutilité et sur l'impossibilité d'indexer des problématiques de recherche sur les seuls agendas électoraux visibles et sur l'écume des luttes et des prises de position politiques. Que faire alors ? Deux lignes directrices semblent aujourd'hui suivies par des

chercheurs d'horizons différents, toutes deux présentes – quoiqu'inégalement – dans ce numéro : il en sera question plus loin.

- 2 La première ligne directrice est l'étude comparée des pratiques électorales. Le terme de comparatisme a certes été beaucoup galvaudé dans les sciences sociales contemporaines. Bien souvent, il se limite à une juxtaposition de monographies elles-mêmes inscrites dans les frontières délimitées par les historiographies nationales. La déconstruction historiographique des récits nationaux ouvre aujourd'hui la voie à un comparatisme plus conforme à ce qu'envisageait Max Weber, c'est-à-dire un comparatisme « ordonné à une question spécifique »⁹. Au demeurant, si l'effet de dépaysement, voire de distanciation, induit par le comparatisme est immédiat pour le lecteur (souhaitons-le en tout cas), il n'en va pas de même pour le chercheur qui est lui confronté à des difficultés exponentielles dont l'obstacle linguistique n'est pas la moindre. Reste que, comme le soulignait Christophe Charle dans l'avertissement de son livre consacré aux sociétés impériales, le comparatisme est aussi un « outil d'auto-analyse de ses propres préjugés »¹⁰. C'est sans doute là une de ses principales vertus, bien au-delà de l'alignement tapageur de bataillons de références bibliographiques. C'est en effet à travers la confrontation des problématiques, des concepts, des conjonctures, etc., que se tisse la trame d'une approche plus fine des différents groupes sociaux qui ont participé de l'invention de l'élection telle que nous la connaissons et que nous la pratiquons, pour un certain nombre d'entre nous, aujourd'hui. Pour terminer sur ce point, je souhaiterais souligner l'effort réalisé dans le cadre de la préparation de ce numéro par Malcolm et Tom Crook d'une part, et par Thomas Stockinger de l'autre, pour écrire directement en français¹¹, effort qui s'inscrit directement à mes yeux dans l'ambition comparative qui est la leur.
- 3 La seconde ligne directrice est la diffraction de l'objet « élection » en trois sous-ensembles complémentaires : les pratiques électorales, les savoirs et les représentations liés à l'élection¹². Si notre connaissance des pratiques électorales de la France des XIX^e et XX^e siècles s'est étendue ces dernières années, il n'en va pas de même en ce qui concerne les savoirs et les représentations qui constituent par conséquent deux chantiers dont l'un est ouvert et l'autre à peine délimité. Les savoirs sur l'élection forment un continuum qui va des savoirs pratiques des acteurs intéressés par le résultat électoral aux théorisations savantes qui ont donné naissance à la science politique académique¹³. Cette « science de l'élection » a été mise en forme en fonction des contraintes pratiques liées aux opérations électorales mais aussi des logiques d'enquête qui se développent à la même époque au sein des administrations publiques¹⁴. Ce serait aussi faire une histoire de la science politique que d'établir une généalogie de ces savoirs sur l'élection. En ce domaine beaucoup reste à accomplir : songeons par exemple que les enquêtes de la *Société de législation comparée* attendent toujours leur historien¹⁵... Quant aux représentations de l'élection, elles apparaissent rarement en tant que telles, c'est-à-dire en tant qu'objet de recherche¹⁶, dans la littérature spécialisée. Le plus souvent, les auteurs se limitent à l'étude – au demeurant absolument nécessaire – des moyens de propagande mis en œuvre lors des campagnes électorales. Mais cet usage instrumental au service du « faire voter » et du « faire élire » n'est qu'un aspect de l'ensemble des images publiques de l'élection, images qui doivent tout autant à la production littéraire, picturale, photographique ou théâtrale « ordinaire » qu'à la propagande délibérée des entreprises électorales. Il y aurait pourtant beaucoup à apprendre d'études plus systématiques sur les représentations

suscitées et mises en forme par les différents supports et productions artistiques. Ce type de recherche se heurte aujourd'hui à la division hexagonale du travail académique (entre disciplines issues des facultés de droit et des facultés de lettres) et aux pressions iconoclastes exercées par le scientisme des *electoral studies* sous influence américaine. Si l'interdisciplinarité était autre chose qu'un slogan existentiel pour les bureaucraties de la recherche, gageons qu'il y aurait en l'espèce matière à améliorer notre connaissance des compétitions électorales.

- 4 Le titre du dossier mérite lui aussi quelques explications : la notion d'ordre électoral peut en effet être entendue de deux manières. On se laissera facilement convaincre – l'actualité ne cesse de nous en fournir des exemples – par le potentiel des technologies électorales et par leur capacité à légitimer les détenteurs de positions de pouvoir et, par conséquent, à conforter l'ordre social, ce que les politistes désignaient non sans ironie dans les années 1980 comme « l'effet Tocqueville »¹⁷. En ce sens, les séquences électorales sont des épreuves que les entreprises conservatrices ou contre-révolutionnaires ont appris à maîtriser. Il serait toutefois erroné de se limiter à ce constat qui, de plus, demande à être nuancé en fonction des circonstances : comme toute technologie, l'opération électorale n'est que ce qu'en font les agents sociaux qui s'en saisissent à un moment donné et dans un contexte donné. L'ordre électoral est aussi une notion qui peut servir à désigner ce qui se passe effectivement dans le cadre des opérations électorales : soit, de manière immédiate, l'absence d'incidents majeurs venant en perturber le déroulement¹⁸, soit, avec un peu de recul, le processus par lequel est produit un « résultat ». En effet, avant même de s'inscrire dans un processus de « pacification » ou de production d'un « rituel »¹⁹, l'élection est la mise en ordre de pratiques et de savoirs au profit de ceux qui aspirent aux fonctions ainsi mises en jeu. Jeu qui, dans certains cas, peut prendre la forme d'une compétition où la majorité des compétiteurs dispose d'espérances réelles de gain (et que l'on peut désigner comme la « politique électorale »²⁰), mais qui, le plus souvent, n'est que le prolongement et la traduction de rapports de domination extérieurs au bureau de vote. Que ces rapports de domination aient pour fondement l'activité économique, le statut social ou l'action délibérée des agents de l'État (comme dans le cas des candidatures officielles) ne change ici pas grand-chose à l'affaire : ce qui se passe dans et autour des urnes²¹, ou de ce qui en tient lieu (comme dans le cas du tirage au sort), n'est ni le fruit du hasard, ni l'expression pure et simple de la souveraineté populaire. L'ordre électoral a pour conséquence la production de votes, dans des conditions qui peuvent varier en fonction des configurations. Dans ces conditions, ce n'est pas des votes exprimés qu'il faut partir pour en comprendre les logiques mais, bien plutôt, des contraintes sociales à partir desquelles se mettent en place les instruments pratiques et cognitifs, qu'Alain Garrigou nomme « biens d'équipement »²², qui en autorisent la production. Les articles qui composent ce numéro proposent plusieurs éclairages qui permettent de réfléchir de manière mieux informée à cette question.
- 5 De par sa dimension historiographique, l'article de Laurent Le Gall avait vocation à ouvrir ce dossier. La perspective retenue transforme néanmoins un exercice « convenu » en authentique plaidoyer pour une intégration disciplinaire. Laurent Le Gall propose une mise en regard de l'historiographie sur la question de la politisation avec ses propres travaux sur le département du Finistère. En procédant ainsi, il donne à voir les questionnements qui restent ouverts et nous incite à une grande prudence dans notre approche de la problématique d'ensemble. L'analyse fine des pratiques finistériennes incite par voie de conséquence à prendre en compte la diversité des

lutton et des configurations électorales que l'on retrouve au XIX^e siècle, siècle qui résiste décidément aux raccourcis théoriques et à son inscription dans des synthèses approximatives. En se refusant de superposer la question de la politisation et la chronologie de l'invention de l'élection, Laurent Le Gall reformule ainsi une problématique ancienne sans pour autant tomber dans la dilution qui guette l'extension jusqu'au Moyen Âge de l'analyse des « mutations des processus de politisation »²³.

- 6 L'introduction en France de l'isoloir est une affaire entendue depuis les travaux d'Alain Garrigou sur le sujet²⁴. En unissant leurs compétences, Malcolm et Tom Crook réussissent néanmoins à inscrire l'épisode français dans une approche plus large qui, en s'appuyant sur les acquis de la *Global History*, donne à voir toute une série de personnages dont le rôle fut décisif dans l'importation et dans l'acclimatation dans l'hémisphère nord du désormais célèbre *australian ballot*. Il y a beaucoup à retirer de cet article d'un point de vue méthodologique, notamment l'importance, toujours sous-estimée par les historiographies réduites à des perspectives nationales, de la « circulation internationale des idées »²⁵. Malcolm et Tom Crook proposent ainsi des jalons utiles pour une histoire à venir de la « science de l'élection », c'est-à-dire de l'ensemble des savoirs et des modèles qui serviront à l'invention des modes de scrutin et des systèmes électoraux jusqu'à nos jours.
- 7 Au vu de la rareté des travaux disponibles en français faisant écho aux élections autrichiennes de 1848²⁶, on lira avec le plus grand intérêt l'article de Thomas Stockinger, issu de ses recherches doctorales. En comparant les élections dans la province de Basse-Autriche et dans le département de Seine-et-Oise, il propose une analyse originale qui, pas à pas, fait ressortir les caractéristiques singulières de chacune de ces deux séquences électorales. Le caractère heuristique de ce type de comparaison est renforcé dans le cas présent par les différences *a priori* entre les deux pays. Au-delà des règles et des procédures en vigueur, ce sont bien les rapports de force entre les différentes fractions d'élites monopolistiques, au sens de Norbert Elias, et leur capacité différentielle à intégrer ou non les groupes sociaux jusqu'ici écartés du suffrage qui explique les écarts constatés dans les résultats de ces élections en Basse-Autriche et en Seine-et-Oise.
- 8 Nous disposons, avec la version publiée de la thèse de droit de Philippe Tanchoux, d'un instrument précieux sur l'histoire des procédures électorales qui intègre l'ensemble du XIX^e siècle français²⁷. Reste maintenant à explorer les conditions dans lesquelles ces règles ont été élaborées, mises en œuvre et codifiées. Parmi les auteurs qui ont contribué à ce processus de construction normative, il est nécessaire d'inclure le vicomte de Cormenin, dont les dernières éditions de son traité de droit administratif proposent une ébauche de ce qui deviendra *in fine* le droit de l'élection. En mettant en relation la chronologie de cette construction juridique avec la trajectoire politique et parlementaire de Cormenin, je souhaite insister dans l'article proposé ici sur le caractère contingent de la production des règles de droit et sur le rôle décisif de cet éminent juriconsulte.
- 9 Avec l'étude de Philippe Secondy sur l'abbé Fourié, nous nous intéressons pour clore ce dossier aux dernières années du XIX^e siècle, période où les opérations électorales, bien que désormais régulièrement organisées en France, n'en sont pas moins âprement disputées. La concurrence s'avère en effet un ressort puissant qui stimule l'invention ou le perfectionnement de nouveaux moyens susceptible de favoriser la réussite des

candidats. Yves Déloye a montré dans un livre récent que les membres du clergé catholique ne furent pas les derniers à participer à ce jeu²⁸ ; Émile Fourié en est un exemple, bien mis en valeur dans le contexte héraultais par Philippe Secondy. Même si le terme est aujourd'hui négativement connoté, et remplacé par celui plus neutre de « communication », c'est bien de « propagande électorale » dont il s'agit... et l'abbé Fourié en était un ardent pratiquant.

- 10 La *Société d'histoire de la révolution de 1848 et des révolutions du XIX^e siècle* a été, lors de son premier siècle d'existence, un lieu de promotion d'une « histoire savante et engagée »²⁹. Il est sans doute encore trop tôt pour qualifier le siècle en cours ! Qu'il me soit néanmoins permis ici d'apporter l'expression de mon sentiment – nécessairement subjectif – au moment où j'achève la rédaction de cette introduction : confier la responsabilité d'un numéro à quelqu'un qui n'est ni historien de métier ni historien de formation est une marque de confiance remarquable et qui n'est pas si courante aujourd'hui dans le monde savant. En ces temps d'évaluations multiples où nos efforts ne valent plus que comme adhésion au conformisme institutionnel, ce geste n'est pas sans grandeur. Je souhaitais donc en remercier chaleureusement l'ensemble des membres du comité de rédaction.

NOTES

1. . Elisabeth Cazenave et André-Jean Tudesq, « Radiodiffusion et politique : les élections radiophoniques de 1937 », *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, vol. 23, n° 4, 1976, p. 529-555 ; Christophe Le Digol et Christophe Voilliot, « Hors champ. L'analyse politique et les élections professionnelles », in Olivier Leclerc et Antoine Lyon-Caen [dir.], *L'essor du vote dans les relations professionnelles. Actualités françaises et expériences européennes*, Paris, Dalloz, 2011, p. 41-51.
2. . Daniel Gaxie [dir.], *Explication du vote. Un bilan des études électorales en France*, Paris, Presses de la FNSP, 1985. Cet ouvrage est issu d'une table-ronde d'un congrès de l'Association française de science politique. Pour de plus amples détails sur ce moment historiographique, je me permets de renvoyer aux analyses de Christophe Le Digol dans un ouvrage à paraître : « Bilan historiographique du vote et des élections », in Jean Garrigues [dir.], *L'histoire politique en renouveau. Actes du séminaire du CHPP*.
3. . Ran Halévi pour l'Ancien régime, André-Jean Tudesq pour les monarchies censitaires et Raymond Huard pour le passage au suffrage universel. Dans sa présentation générale, René Rémond met en avant une conception que l'on peut juger aujourd'hui très corporatiste du métier d'historien et qui visait assurément à maintenir la frontière entre les deux disciplines : « Par historiens, je conviendrai d'entendre d'abord ceux qui, de par leurs études universitaires, les grades auxquels ils ont accédé, leurs titres ou les fonctions qu'ils exercent, appartiennent manifestement à la corporation des historiens » (p. 35).
4. . Alain Garrigou, « Le politologue aux archives », *Politix*, n° 6, 1989, p. 41-45.
5. . Pour une présentation plus détaillée de ces travaux : Michel Offerlé, « De l'histoire électorale à la socio-histoire des électeurs », *Romantisme*, n° 135, 2007, p. 60-73 ; Michel Offerlé, « Capacités politiques et politisations : faire voter et voter, XIX^e-XX^e siècles », *Genèses*, n° 67, 2007, p. 131-149 et n° 68, 2007, p. 145-160. Voir aussi la bibliographie proposée par Yves Déloye, *Sociologie historique du politique*, Paris, La Découverte, 2007 (1^{re} édition 1997) p. 101-114.

6. . Deux exceptions néanmoins : Rodrigue Croisic, *La société contre la politique. Comment la démocratie est venue aux Guadeloupéens*, Paris, L'Harmattan, 2006 ; Christine Guionnet, *L'apprentissage de la politique moderne. Les élections municipales sous la monarchie de Juillet*, Paris, L'Harmattan, 1997.
7. . « Les France du XIX^e », in Sylvie Aprile, *1815-1870. La révolution inachevée. Histoire de France sous la direction de Joël Cornette*, Paris, Belin, 2010, p. 539-540.
8. . Voir l'article de Laurent Le Gall dans ce numéro pour les références bibliographiques et pour une mise en perspective historiographique.
9. . Catherine Colliot-Thélène, « L'oeuvre de Max Weber : un modèle pour le comparatisme ? », *Annuaire de l'Institut Michel Villey*, vol. 1, 2009, p. 165.
10. . Christophe Charle, *La crise des sociétés impériales. Allemagne, France, Grande-Bretagne, 1900-1940. Essai d'histoire sociale comparée*, Paris, Le Seuil, 2001, p. 12.
11. . Les échanges induits par cette contrainte supplémentaire ont été particulièrement fructueux. Et tant mieux si la logique de l'objet l'a toujours emporté sur la quête du graal traductionnel...
12. . Pour une présentation plus détaillée de cette approche, cf. Christophe Voilliot, « L'opération électorale », in Antonin Cohen, Bernard Lacroix et Philippe Riutort [dir.], *Nouveau manuel de science politique*, Paris, La Découverte, 2009, p. 397 et sq.
13. . Christophe Voilliot, « Science politique », in Mathieu Touzeil-Divina [dir.], *Initiation au droit. Introduction aux études et métiers juridiques*, Paris, L.G.D.J./Lextenso éditions, 2011, p. 230-233.
14. . Pierre Karila-Cohen, *L'État des esprits. L'invention de l'enquête politique en France (1814-1848)*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2008.
15. . www.legiscompare.com/
16. . Maurice Agulhon, « Politique, images, symboles dans la France postrévolutionnaire », in Maurice Agulhon, *Histoire vagabonde, Tome 1. Ethnologie et politique dans la France contemporaine*, Paris, Gallimard, 1988, p. 283-318 ; Michel Offerlé, « Les figures du vote. Pour une iconographie du suffrage universel », *Sociétés & Représentations*, n° 12, 2001, p. 108-130 ; Christophe Voilliot, « La figuration de l'élection dans l'espace social d'un roman balzacien : Le député d'Arcis », *A Contrario*, vol. 1, n° 2, 2003, p. 32-51 ; Jean-Claude Yon, « La rhétorique révolutionnaire en accusation : le répertoire politique au théâtre sous la Seconde République », in Annie Duprat [dir.], *Révolutions et mythes identitaires. Mots, violences, mémoire*, Paris, Nouveau Monde éditions, 2009, p. 113-131.
17. . Bernard Lacroix, « Ordre politique et ordre social. Objectivisme, objectivation et analyse politique », in Madeleine Grawitz et Jean Leca [dir.], *Traité de science politique*, Paris, Presses universitaires de France, 1985, vol. 1, p. 533.
18. . Philippe Bourdin, Jean-Claude Caron et Mathias Bernard [dir.], *L'incident électoral, de la Révolution française à la V^e République*, Clermont-Ferrand, Presses universitaires Blaise-Pascal, 2002.
19. . Yves Déloye et Olivier Ihl, *L'acte de vote*, Paris, Presses de Sciences-Po, 2008, ch. 1.
20. . Christophe Voilliot, *Éléments de science politique*, Paris, L'Harmattan, 2010, p. 129 et sq.
21. . Yves Déloye et Olivier Ihl, « L'urne électorale. Formes et usages d'une technologie de vote », *Revue française de science politique*, tome 41, n° 2, 1991, p. 141-170.
22. . Alain Garrigou, « La construction sociale du vote. Fétichisme et raison instrumentale », *Politix*, n° 22, 1993, p. 5-42.
23. . Laurent Bourquin et Philippe Hamon [dir.], *La politisation. Conflits et construction du politique depuis le Moyen Âge*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2010, p. 7.
24. . Alain Garrigou, « Le secret de l'isoloir », *Actes de la recherche en sciences sociales*, n° 71-72, mars 1988, p. 22-45.
25. . Pierre Bourdieu, « Les conditions sociales de la circulation internationale des idées », *Actes de la recherche en sciences sociales*, n° 145, décembre 2002, p. 3-8.

26. . Ernst Bruckmüller, *Histoire sociale de l'Autriche*, Paris, Éditions de la MSH, 2003 ; Bernard Michel, « La révolution de 1848 dans l'Empire des Habsbourg », in Jean-Luc Mayaud [dir.], *1848, Actes du colloque international du cent cinquantième, tenu à l'Assemblée nationale à Paris, les 23-25 février 1998*, Paris, Éditions Créaphis, 2002, p. 477-487.
27. . Philippe Tanchoux, *Les procédures électorales en France, de la fin de l'Ancien Régime à la Première Guerre mondiale*, Paris, Éditions du CTHS, 2004.
28. . Yves Déloye, *Les voix de Dieu. Pour une autre histoire du suffrage électoral : le clergé catholique français et le vote XIX^e-XX^e siècles*, Paris, Fayard, 2006 ; voir le compte-rendu de cet ouvrage dans le numéro 34 de cette revue.
29. . Jean-Claude Caron, « Un siècle de science et de militance : pour une histoire savante et engagée », *Revue d'histoire du XIX^e siècle*, n° 31, 2005, p. 7.